

# Rapport financier 2013 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Verchères

Code géographique : 59025

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales,  
Régions et Occupation  
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé

S3

## **Section I - États financiers consolidés**

Table des matières	S4
États financiers consolidés audités	S5 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

## **Section II - Autres renseignements financiers**

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER  
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

---

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Luc Forcier, secrétaire-trésorier, atteste la véracité du rapport financier consolidé  
de Verchères pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013.  
(Nom de l'organisme)

Date 2014-06-03 Signature \_\_\_\_\_

## TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
<b>Section I</b>	
<b>États financiers consolidés audités</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
<b>Renseignements consolidés non audités</b>	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24
<b>Section II</b>	
Autres renseignements financiers - Table des matières	26

## **Section I - États financiers consolidés**

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

---

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de de la Municipalité de Verchères et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2013, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

**Responsabilité de la direction pour les états financiers**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

**Responsabilité de l'auditeur**

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

**Opinion**

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité de Verchères et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2013, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

---

**Observations**

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité de Verchères inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8, 9, 23 et 25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

---

Par Robert Brunelle, CPA auditeur, CA

Montréal

DATE 2014-06-03



**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**

---

DATE \_\_\_\_\_

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		<u>Réalisations 2012</u>	<u>Budget 2013</u>	<u>Réalisations 2013</u>			
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	<u>Total consolidé<sup>1</sup></u>
<b>Revenus</b>							
<b>Fonctionnement</b>							
Taxes	1	6 231 999	6 239 090	6 275 409			6 275 409
Compensations tenant lieu de taxes	2	45 531	44 700	45 265			45 265
Quotes-parts	3					1 121 419	
Transferts	4	447 797	470 400	523 162		213 047	736 209
Services rendus	5	328 284	255 550	331 155		515 560	846 715
Imposition de droits	6	355 674	291 000	327 862			327 862
Amendes et pénalités	7	14 569	6 000	15 804		154 560	170 364
Intérêts	8	52 096	55 000	57 518		3 857	61 375
Autres revenus	9	67 600	45 000	137 684		80 384	218 068
	10	7 543 550	7 406 740	7 713 859		2 088 827	8 681 267
<b>Investissement</b>							
Taxes	11						
Quotes-parts	12						
Transferts	13	1 370 791		110 500		(156 577)	(46 077)
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14						
Autres	15						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales							
	16						
	17	1 370 791		110 500		(156 577)	(46 077)
	18	8 914 341	7 406 740	7 824 359		1 932 250	8 635 190
<b>Charges</b>							
Administration générale	19	877 642	1 004 190	849 469	42 235		891 704
Sécurité publique	20	1 200 583	1 236 240	1 284 825	86 271	1 072 122	1 579 770
Transport	21	999 845	964 390	926 797	252 101	1 004 767	1 925 694
Hygiène du milieu	22	1 574 430	1 629 430	1 616 143	592 618		2 208 761
Santé et bien-être	23	294 747	101 950	93 129			93 129
Aménagement, urbanisme et développement	24	281 873	340 760	320 139	1 921		322 060
Loisirs et culture	25	1 132 382	1 221 370	1 211 318	119 375		1 330 693
Réseau d'électricité							
Frais de financement	26						
Frais de financement	27	161 951	174 700	132 571		53 837	186 408
Amortissement des immobilisations	28	1 082 790	1 081 210	1 094 521	(1 094 521)		
	29	7 606 243	7 754 240	7 528 912		2 130 726	8 538 219
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	30	1 308 098	(347 500)	295 447		(198 476)	96 971

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Réalizations 2012		Budget 2013		Réalizations 2013		Total consolidé <sup>1</sup>
		Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés	
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	1 308 098		(347 500)		295 447	(198 476)	96 971
Moins: revenus d'investissement	2	( 1 370 791 )	(	)	(	110 500 )	( 156 577 )	( 46 077 )
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	3	(62 693)		(347 500)		184 947	(41 899)	143 048
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>								
<i>Ajouter (déduire)</i>								
<b>Immobilisations</b>								
Amortissement	4	1 082 790		1 081 210		1 094 521	102 634	1 197 155
Produit de cession	5	8 851				529	19 215	19 744
(Gain) perte sur cession	6	(8 851)				1 814	(5 120)	(3 306)
Réduction de valeur / Reclassement	7							
	8	1 082 790		1 081 210		1 096 864	116 729	1 213 593
<b>Propriétés destinées à la revente</b>								
Coût des propriétés vendues	9							
Réduction de valeur / Reclassement	10							
	11							
<b>Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales</b>								
Remboursement ou produit de cession	12							
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13							
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14							
	15							
<b>Financement</b>								
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16							
Remboursement de la dette à long terme	17	( 254 485 )	(	322 000 )	(	334 380 )	( 22 447 )	( 356 827 )
	18	(254 485)		(322 000)		(334 380)	(22 447)	(356 827)
<b>Affectations</b>								
Activités d'investissement	19	( 389 579 )	(	720 000 )	(	830 992 )	( 5 743 )	( 836 735 )
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>								
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	200 000		350 000		73 700	14 272	87 972
Excédent de fonctionnement affecté	21	150 000				150 000		150 000
Réserves financières et fonds réservés	22	(159 035)		(41 710)		161 265	(10 146)	151 119
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23						(1 178)	(1 178)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24							
	25	(198 614)		(411 710)		(446 027)	(2 795)	(448 822)
	26	629 691		347 500		316 457	91 487	407 944
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	27	566 998				501 404	49 588	550 992

<sup>1</sup> Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	Réalizations 2012		Budget 2013	Réalizations 2013		Total consolidé <sup>1</sup>
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés		
<b>Revenus d'investissement</b>	1	1 370 791		110 500	(156 577)	(46 077)
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
<b>Immobilisations</b>						
Acquisition						
Administration générale	2	( 7 391 )	( 30 340 )	( 24 092 )	( )	( 24 092 )
Sécurité publique	3	( 19 856 )	( 13 160 )	( 11 533 )	( 25 265 )	( 36 798 )
Transport	4	( 895 061 )	( 370 000 )	( 470 671 )	( 5 743 )	( 476 414 )
Hygiène du milieu	5	( 4 219 851 )	( 20 000 )	( 959 039 )	( )	( 959 039 )
Santé et bien-être	6	( )	( )	( )	( )	( )
Aménagement, urbanisme et développement	7	( )	( )	( )	( )	( )
Loisirs et culture	8	( 159 137 )	( 286 500 )	( 362 116 )	( )	( 362 116 )
Réseau d'électricité	9	( )	( )	( )	( )	( )
	10	( 5 301 296 )	( 720 000 )	( 1 827 451 )	( 31 008 )	( 1 858 459 )
<b>Propriétés destinées à la revente</b>						
Acquisition	11	( )	( )	( )	( )	( )
<b>Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales</b>						
Émission ou acquisition	12	( )	( )	( )	( )	( )
<b>Financement</b>						
Financement à long terme des activités d'investissement	13			110 500	240 543	351 043
<b>Affectations</b>						
Activités de fonctionnement	14	389 579	720 000	830 992	5 743	836 735
Excédent accumulé						
Excédent de fonctionnement non affecté	15					
Excédent de fonctionnement affecté	16					
Réserves financières et fonds réservés	17				11 361	11 361
	18	389 579	720 000	830 992	17 104	848 096
	19	(4 911 717)		(885 959)	226 639	(659 320)
<b>Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales</b>	20	(3 540 926)		(775 459)	70 062	(705 397)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Réalizations 2012		Budget 2013		Réalizations 2013		Total consolidé <sup>1</sup>	
		Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés		
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	1 308 098		(347 500)		295 447	(198 476)	96 971	
Variation des immobilisations									
Acquisition	2	( 5 301 296 )	(	720 000 )	(	1 827 451 )	(	31 008 )	( 1 858 459 )
Produit de cession	3	8 851				529	19 215	19 744	
Amortissement	4	1 082 790		1 081 210		1 094 521	102 634	1 197 155	
(Gain) perte sur cession	5	(8 851)				1 814	(5 120)	(3 306)	
Réduction de valeur / Reclassement	6								
	7	(4 218 506)		361 210		(730 587)	85 721	(644 866)	
Variation des propriétés destinées à la revente	8								
Variation des stocks de fournitures	9	6 704				1 673	2 189	3 862	
Variation des autres actifs non financiers	10	(2 156)				(79 288)	(69 493)	(148 781)	
	11	4 548				(77 615)	(67 304)	(144 919)	
	12	(2 905 860)		13 710		(512 755)	(180 059)	(692 814)	
<b>Gains (pertes) de réévaluation nets</b>	13								
<b>Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette</b>	14	(2 905 860)		13 710		(512 755)	(180 059)	(692 814)	
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(3 406 870)				(6 300 690)	(668 530)	(6 969 220)	
Redressement aux exercices antérieurs	16	12 040				3 995	252 196	256 191	
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(3 394 830)				(6 296 695)	(416 334)	(6 713 029)	
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice</b>	18	(6 300 690)				(6 809 450)	(596 393)	(7 405 843)	

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2013**

		<u>2012</u>		<u>2013</u>	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé <sup>1</sup>
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>					
Encaisse	1	1 370 607	1 365 488	286 433	1 651 921
Placements temporaires	2			20 974	20 974
Débiteurs (note 5)	3	2 164 168	2 205 444	341 260	2 546 704
Prêts (note 6)	4				
Placements à long terme (note 7)	5				
Participations dans des entreprises municipales	6				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7				
Autres actifs financiers (note 9)	8				
	9	3 534 775	3 570 932	648 667	4 219 599
<b>PASSIFS</b>					
Découvert bancaire	10				
Emprunts temporaires (note 10)	11	4 958 704	5 664 942		5 664 942
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	426 288	433 142	314 073	747 215
Revenus reportés (note 12)	13	26 749	29 454	998	30 452
Dette à long terme (note 13)	14	4 423 724	4 252 844	850 616	5 103 460
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15			79 373	79 373
	16	9 835 465	10 380 382	1 245 060	11 625 442
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)</b>	17	(6 300 690)	(6 809 450)	(596 393)	(7 405 843)
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>					
Immobilisations (note 15)	18	25 228 006	25 707 058	1 140 491	26 847 549
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19				
Stocks de fournitures	20	78 798	77 125	2 325	79 450
Autres actifs non financiers (note 17)	21	92 383	171 671	23 145	194 816
	22	25 399 187	25 955 854	1 165 961	27 121 815
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	1 072 806	920 275	142 913	1 063 188
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	24	1 173 131	1 428 866	156 983	1 585 849
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	( )	( )	( 20 203 )	( 20 203 )
Financement des investissements en cours	26	(4 413 003)	(5 188 462)		(5 188 462)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	21 265 563	21 985 725	289 875	22 275 600
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	19 098 497	19 146 404	569 568	19 715 972

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	Réalizations 2012		Réalizations 2013		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé <sup>1</sup>
<b>Activités de fonctionnement</b>					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 308 098	295 447	(198 476)	96 971
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	1 082 790	1 094 521	102 634	1 197 155
Autres					
- Gain (perte) actifs ; plac. UM	3		1 814	(5 120)	(3 306)
- Var. % Q-P. et Affectation	4		172 684	117 263	289 947
	5	2 390 888	1 564 466	16 301	1 580 767
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	(919 849)	(41 276)	74 660	33 384
Autres actifs financiers	7				
Créditeurs et charges à payer	8	41 229	6 854	75 151	82 005
Revenus reportés	9	11 834	2 705	448	3 153
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10			(9 542)	(9 542)
Propriétés destinées à la revente	11				
Stocks de fournitures	12	4 852	1 673	168	1 841
Autres actifs non financiers	13	(2 156)	(79 288)	(2 957)	(82 245)
	14	1 526 798	1 455 134	154 229	1 609 363
<b>Activités d'investissement en immobilisations</b>					
Acquisition	15 (	5 301 296 ) (	1 827 451 ) (	31 008 ) (	1 858 459 )
Produit de cession	16	8 851	529	19 215	19 744
	17	(5 292 445)	(1 826 922)	(11 793)	(1 838 715)
<b>Activités de placement</b>					
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18 (	) (	) (	) (	)
Remboursement ou cession	19				
Variation nette des placements temporaires	20			(251)	(251)
Variation nette des autres placements à long terme	21				
	22			(251)	(251)
<b>Activités de financement</b>					
Émission de dettes à long terme	23			433 746	433 746
Remboursement de la dette à long terme	24 (	328 055 ) (	334 380 ) (	248 529 ) (	582 909 )
Variation nette des emprunts temporaires	25	4 406 126	706 238	(120 537)	585 701
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26				
Autres					
-	27				
-	28				
	29	4 078 071	371 858	64 680	436 538
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	30	312 424	70	206 865	206 935
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice</b>	31	1 052 994	1 365 418	100 542	1 465 960
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice</b>	32	1 365 418	1 365 488	307 407	1 672 895

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		<u>Réalisations 2012</u>	<u>Budget 2013</u>	<u>Réalisations 2013</u>	<u>Total</u>	
		<u>Administration</u>	<u>Administration</u>	<u>Administration</u>	<u>Organismes</u>	
		<u>municipale</u>	<u>municipale</u>	<u>municipale</u>	<u>contrôlés</u>	
					<u>Total</u>	
					<u>consolidé<sup>1</sup></u>	
<b>Rémunération</b>	1	1 337 360	1 414 230	1 433 776	735 686	1 433 776
<b>Charges sociales</b>	2	306 133	333 320	324 717	205 794	324 717
<b>Biens et services</b>	3	2 520 093	2 450 530	2 265 065	1 025 697	3 110 823
<b>Frais de financement</b>						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	148 605	141 142	130 216	25 448	155 664
D'autres organismes municipaux	5					
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6		15 358			
D'autres tiers	7					
Autres frais de financement	8	13 346	18 200	2 355	28 389	30 744
<b>Contributions à des organismes</b>						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	2 190 186	2 167 450	2 278 262		2 278 262
Autres	10					
Autres organismes	11		124 800		7 078	7 078
<b>Amortissement des immobilisations</b>	12	1 082 790	1 081 210	1 094 521	102 634	1 197 155
<b>Autres</b>						
-	13	7 730	8 000			
-	14					
-	15					
	16	7 606 243	7 754 240	7 528 912	2 130 726	8 538 219

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.



**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Réalizations	
		2013	2012
			Redressées note 20
<b>Revenus</b>			
Taxes	1	6 275 409	6 231 999
Compensations tenant lieu de taxes	2	45 265	45 531
Quotes-parts	3		
Transferts	4	690 132	1 996 983
Services rendus	5	846 715	793 567
Imposition de droits	6	327 862	355 674
Amendes et pénalités	7	170 364	162 027
Intérêts	8	61 375	57 221
Autres revenus	9	218 068	167 611
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10		
	11	8 635 190	9 810 613
<b>Charges</b>			
Administration générale	12	891 704	933 841
Sécurité publique	13	1 579 770	1 479 561
Transport	14	1 925 694	1 869 401
Hygiène du milieu	15	2 208 761	2 172 637
Santé et bien-être	16	93 129	294 747
Aménagement, urbanisme et développement	17	322 060	283 794
Loisirs et culture	18	1 330 693	1 228 114
Réseau d'électricité	19		
Frais de financement	20	186 408	209 848
	21	8 538 219	8 471 943
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	22	96 971	1 338 670
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23	19 738 660	18 949 766
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24	(119 659)	(549 776)
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25	19 619 001	18 399 990
<b>Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice</b>	26	19 715 972	19 738 660

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Réalizations	
		2013	2012 Redressées note 20
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	96 971	1 338 670
Variation des immobilisations			
Acquisition	2	( 1 858 459 )	( 5 405 387 )
Produit de cession	3	19 744	28 073
Amortissement	4	1 197 155	1 142 601
(Gain) perte sur cession	5	(3 306)	(13 973)
Réduction de valeur / Reclassement	6		
	7	(644 866)	(4 248 686)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		
Variation des stocks de fournitures	9	3 862	5 784
Variation des autres actifs non financiers	10	(148 781)	(13 967)
	11	(144 919)	(8 183)
	12	(692 814)	(2 918 199)
<b>Gains (pertes) de réévaluation nets</b>	13		
<b>Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette</b>	14	(692 814)	(2 918 199)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(6 969 220)	(4 064 953)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16	256 191	13 932
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(6 713 029)	(4 051 021)
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice</b>	18	(7 405 843)	(6 969 220)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

	<b>2013</b>	<b>2012</b>
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>		
Encaisse	1 651 921	1 546 169
Placements temporaires	20 974	20 723
Débiteurs (note 5)	2 546 704	2 580 088
Prêts (note 6)		
Placements à long terme (note 7)		
Participations dans des entreprises municipales		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)		
Autres actifs financiers (note 9)		
	4 219 599	4 146 980
<b>PASSIFS</b>		
Découvert bancaire		2 912
Emprunts temporaires (note 10)	5 664 942	5 079 241
Créditeurs et charges à payer (note 11)	747 215	665 210
Revenus reportés (note 12)	30 452	27 299
Dette à long terme (note 13)	5 103 460	5 252 623
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	79 373	88 915
	11 625 442	11 116 200
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)</b>	<b>(7 405 843)</b>	<b>(6 969 220)</b>
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>		
Immobilisations (note 15)	26 847 549	26 514 018
Propriétés destinées à la revente (note 16)		
Stocks de fournitures	79 450	81 291
Autres actifs non financiers (note 17)	194 816	112 571
	27 121 815	26 707 880
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>	<b>19 715 972</b>	<b>19 738 660</b>

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
<b>Activités de fonctionnement</b>			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	96 971	1 338 670
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	1 197 155	1 142 601
Autres			
- Gain (perte) actifs ; plac. UM	3	(3 306)	
- Var. % Q-P. et Affectation	4	289 947	
	5	1 580 767	2 481 271
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	33 384	(1 022 932)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	82 005	124 830
Revenus reportés	9	3 153	11 627
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(9 542)	31 106
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	1 841	5 784
Autres actifs non financiers	13	(82 245)	(13 945)
	14	1 609 363	1 617 741
<b>Activités d'investissement en immobilisations</b>			
Acquisition	15	( 1 858 459 )	( 5 405 387 )
Produit de cession	16	19 744	28 073
	17	(1 838 715)	(5 377 314)
<b>Activités de placement</b>			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	(                    )	(                    )
Remboursement ou cession	19		
Variation nette des placements temporaires	20	(251)	(20 723)
Variation nette des autres placements à long terme	21		
	22	(251)	(20 723)
<b>Activités de financement</b>			
Émission de dettes à long terme	23	433 746	807 815
Remboursement de la dette à long terme	24	( 582 909 )	( 350 563 )
Variation nette des emprunts temporaires	25	585 701	3 616 956
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26		
Autres			
-	27		
-	28		
	29	436 538	4 074 208
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	30	206 935	293 912
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice</b>	31	1 465 960	1 172 048
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice</b>	32	1 672 895	1 465 960

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

### 1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité de Verchères est constituée en vertu du Code Municipal du Québec.

### 2. Principales méthodes comptables

Les états financiers [consolidés] sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales [par organismes] présenté aux pages S15 et S16 [S8 et S9], la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé [consolidé] à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 et S23-2 [S11, S23-1 et S23-2] et l'endettement total net à long terme [consolidé] présenté à la page S25.

[Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.]

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

#### A) Périmètre comptable et partenariat

Les états financiers consolidés incluent aussi la quote-part revenant à la municipalité dans les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses des partenariats auxquels elle participe. Cette consolidation se fait aussi ligne par ligne. Les partenariats reconnus comme commerciaux en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public sont présentés aux états financiers, pour la quote-part applicable, selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation. La municipalité participe au partenariat suivant :

Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent. (consolidation ligne par ligne)

Conseil Intermunicipal de transport Sorel-Varenes (consolidation ligne par ligne)

Régie intermunicipale de la gare Sorel-Varenes (consolidation ligne par ligne)

L'entente intermunicipale avec la Régie de Police Richelieu St-Laurent est venue à échéance le 13 mai 2014. En date du 2 juin 2014, cet entente n'était pas encore renouvelée.

#### B) Comptabilité d'exercice

Les états financiers sont préparés selon la comptabilité d'exercice. Selon cette méthode, les revenus et les dépenses sont comptabilisés au cours de l'exercice où ont lieu les faits ou les événements. Ces transactions sont comptabilisées sans égard au moment où elles sont réglées.

#### C) Actifs financiers

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

**D) Actifs non financiers**

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

**Stocks**

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

**Immobilisations**

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût.

L'amortissement des immobilisations est calculé selon les méthodes d'amortissement, les taux et les périodes indiquées ci-dessous :

	Méthode	Période
Infrastructures	Linéaire	15 à 40 ans
Bâtiments	Linéaire	15 à 40 ans
Véhicules	Linéaire	10 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	Linéaire	5 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	Linéaire	10 ans

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

**E) Revenus de transfert**

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

**F) Avantages sociaux futurs****Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

**Provenant de la consolidation régie de police Richelieu Saint-Laurent****Régime de retraite à cotisations déterminées:**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

**Avantages sociaux futurs à prestations déterminées**

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants. Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du Régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante: Répartition des prestations au prorata des services avec projections des salaires futurs et ce à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2013 selon la méthode suivante: Valeur liée au marché-3 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. Il fait l'objet en contrepartie d'un montant à pourvoir dans le futur aux

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

fins de taxation.

Le déficit initial au titre des avantages sociaux futurs constaté en date du 1 janvier correspond à la somme des déficits initiaux moins les surplus initiaux en prenant en considération tous les régimes, capitalisés et non capitalisés. La constatation s'est faite par redressement du surplus (déficit) accumulé non affecté des exercices antérieurs.

Ce redressement fait l'objet en contrepartie d'un montant à pourvoir dans le futur pour fins de taxation.



## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

### G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les montants à pourvoir dans le futur correspondent à des dépenses de fonctionnement comptabilisées dans l'exercice ou antérieurement qui font l'objet de taxation différée.

Ils sont créés aux fins suivantes à la suite d'un choix exercé par l'organisme municipal et amortis selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

Avantages sociaux futurs:

-pour le déficit constaté initialement au 1 janvier 2007: dans le cadre des régimes capitalisés, celui-ci est amorti linéairement sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DEMERCA) des salariés participants;

-pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées; sur la DEMERCA des salariés participants touchés;

- pour le montant négatif créé en 2010 pour contrer l'effet sur la charge des cotisations versées par un autre employeur: sur la DEMERCA des salariés participants au 31 décembre 2010

### H) Instruments financiers

#### Juste valeur des instruments financiers

Les justes valeurs de l'encaisse, des débiteurs, des emprunts temporaires, des créditeurs et frais courus et des revenus reportés correspondent approximativement à leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme.

Les justes valeurs des éléments de la dette à long terme sont déterminées au moyen de la valeur actualisée des flux monétaires futurs en vertu des accords de financement actuels, selon des taux d'intérêts offerts sur le marché à la société pour des emprunts comportant des conditions et des échéances semblables. Ces justes valeurs correspondent sensiblement à leurs valeurs comptables.

### I) Autres éléments

#### Utilisation d'estimation

La préparation des états financiers, selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public, exigent que la direction fasse des estimations et des hypothèses qui touchent les éléments d'actifs et de passifs présentés, la divulgation de l'actif et du passif éventuel à la date des états financiers et les revenus et dépenses présentés pour l'exercice. Les résultats réels pourraient différer des estimations.

#### Actifs non financiers

Les actifs non financiers, sont de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

#### Trésorerie et équivalents

La trésorerie et les équivalents se composent des fonds en caisse, des soldes bancaires et des placements dans des instruments du marché monétaire.

### 3. Modification de méthodes comptables

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
<b>4. Encaisse et placements affectés</b>			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	1 376 628	1 383 826
Placements temporaires	2	8 310	8 310
Placements à long terme	3		
<b>Note</b>			
<b>5. Débiteurs</b>			
Taxes municipales	4	113 620	109 396
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	1 315 996	1 336 818
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	217 127	461 241
Organismes municipaux	8	622 921	406 475
Autres			
- Amendes, mutations, intérêt, a	9	191 477	166 874
- Autres débiteurs , org. cons	10	85 563	99 284
	11	2 546 704	2 580 088
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	531 511	461 281
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15	531 511	461 281
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	52 348	51 737
<b>Note</b>			
<b>6. Prêts</b>			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
<b>Note</b>			
<b>7. Placements à long terme</b>			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		
<b>Note</b>			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
<b>8. Avantages sociaux futurs</b>			
<b>Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	(79 373)	(88 915)
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	( )	( )
	27	<u>(79 373)</u>	<u>(88 915)</u>
<b>Charge de l'exercice</b>			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	114 325	106 875
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29		
Régimes à cotisations déterminées	30		56 569
Autres régimes (REER et autres)	31	1 105	1 143
Régimes de retraite des élus municipaux	32	433	525
	33	<u>115 863</u>	<u>165 112</u>
Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.			
<b>9. Autres actifs financiers</b>			
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34		
Autres	35		
	36		
<b>Note</b>			
<b>10. Emprunts temporaires</b>			
<b>11. Crédoeurs et charges à payer</b>			
Fournisseurs	37	438 512	384 802
Salaires et avantages sociaux	38	150 073	149 849
Dépôts et retenues de garantie	39	9 142	9 142
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Autres			
- TPS , TVQ	42	6 589	4 711
- Intérêt sur dette Lont terme	43	90 583	60 963
- Frais courus	44	52 316	55 743
-	45		
-	46		
	47	<u>747 215</u>	<u>665 210</u>
<b>Note</b>			
<b>12. Revenus reportés</b>			
Taxes perçues d'avance	48	6 227	6 067
Transferts	49	474	
Autres			
- Activités loisir	50	12 880	5 293
- autres	51	10 871	15 939
	52	<u>30 452</u>	<u>27 299</u>
<b>Note</b>			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

						2013	2012
<b>13. Dette à long terme</b>							
		<b>Taux d'intérêt</b>		<b>Échéance</b>			
		<b>de</b>	<b>à</b>	<b>de</b>	<b>à</b>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,50	6,21	2014	2033	53	5 074 416	5 215 515
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Gains (pertes) de change reportés					55		
					56		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises	1,06	6,06	2014	2019	57	13 044	16 024
Organismes municipaux					58		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	3,25	8,36	2014	2015	59	16 000	21 084
Autres					60		
					61	5 103 460	5 252 623
Frais reportés liés à la dette à long terme					62	( )	( )
					63	5 103 460	5 252 623

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<b>Obligations et billets</b>		<b>Autres dettes à long terme</b>		<b>Total 2013</b>				
	<b>Avec fonds d'amortissement</b>	<b>Sans fonds d'amortissement</b>	<b>Location-acquisition</b>	<b>Autres</b>					
2014	64	72	325 630	80	5 702	89	3 014	97	334 346
2015	65	73	298 750	81	11 000	90	3 047	98	312 797
2016	66	74	310 195	82		91	3 080	99	313 275
2017	67	75	959 690	83		92	3 903	100	963 593
2018	68	76	277 915	84		93		101	277 915
2019 et +	69	77	2 902 236	85		94		102	2 902 236
	70	78	5 074 416	86	16 702	95	13 044	103	5 104 162
Intérêts et frais accessoires				87	( 702 )			104	( 702 )
	71	79	5 074 416	88	16 000	96	13 044	105	5 103 460

**Note**

	2013	2012
<b>14. Actifs financiers nets (dette nette)</b>		
Revenant à (à la charge de)		
Municipalité	106	(605 496)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	107	(142 216)
Autres	108	
	109	(747 712)

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<b>15. Immobilisations</b>		<u>Solde au début</u>		<u>Addition</u>		<u>Cession / Ajustement</u>		<u>Solde à la fin</u>
<b>COÛT</b>								
Infrastructures								
Eau potable	110	6 229 634	138		165		192	6 229 634
Eaux usées	111	17 522 990	139	24 432	166		193	17 547 422
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	112	6 640 553	140	348 435	167		194	6 988 988
Autres	113	1 388 662	141	84 748	168		195	1 473 410
Réseau d'électricité	114		142		169		196	
Bâtiments	115	4 449 205	143	597 255	170	348 420	197	4 698 040
Améliorations locatives	116	32 246	144	2 707	171		198	34 953
Véhicules	117	1 312 474	145	34 606	172	12 511	199	1 334 569
Ameublement et équipement de bureau	118	434 269	146	2 591	173	49 768	200	387 092
Machinerie, outillage et équipement divers	119	527 920	147	19 289	174	8 276	201	538 933
Terrains	120	995 168	148		175	10 085	202	985 083
Autres	121	60 786	149		176	(208 764)	203	269 550
	122	<u>39 593 907</u>	150	<u>1 114 063</u>	177	<u>220 296</u>	204	<u>40 487 674</u>
Immobilisations en cours	123	<u>4 621 768</u>	151	<u>744 396</u>	178	<u>208 764</u>	205	<u>5 157 400</u>
	124	<u>44 215 675</u>	152	<u>1 858 459</u>	179	<u>429 060</u>	206	<u>45 645 074</u>
<b>AMORTISSEMENT CUMULÉ</b>								
Infrastructures								
Eau potable	125	3 678 418	153	147 635	180		207	3 826 053
Eaux usées	126	8 355 354	154	434 823	181	5 692	208	8 784 485
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	127	2 539 693	155	210 456	182		209	2 750 149
Autres	128	613 990	156	59 503	183		210	673 493
Réseau d'électricité	129		157		184		211	
Bâtiments	130	1 158 259	158	152 740	185		212	1 310 999
Améliorations locatives	131	24 890	159	6 374	186		213	31 264
Véhicules	132	589 221	160	81 058	187	82 993	214	587 286
Ameublement et équipement de bureau	133	373 548	161	21 508	188	4 969	215	390 087
Machinerie, outillage et équipement divers	134	350 790	162	62 182	189	7 633	216	405 339
Autres	135	17 494	163	20 876	190		217	38 370
	136	<u>17 701 657</u>	164	<u>1 197 155</u>	191	<u>101 287</u>	218	<u>18 797 525</u>
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>	137	<u>26 514 018</u>					219	<u>26 847 549</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	220	156 060	223	17 805	225	88 352	227	85 513
Amortissement cumulé	221	(130 196)	224	(16 617)	226	(81 868)	228	(64 945)
Valeur comptable nette	222	<u>25 864</u>					229	<u>20 568</u>

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	2013	2012
<b>16. Propriétés destinées à la revente</b>		
Immeubles de la réserve foncière	230	
Immeubles industriels municipaux	231	
Autres	232	
	233	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	234	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	235	

**Note**

<b>17. Autres actifs non financiers</b>			
Frais payés d'avance	236	183 880	101 876
Frais reportés			
-	237		
- Frais d'émission	238	10 936	10 695
	239	194 816	112 571

**Note****18. Obligations contractuelles**

a) La municipalité a signé un contrat de cinq ans échéant le 15 avril 2017 pour l'enlèvement de la neige. Les montants à verser annuellement sont de 113 578\$.

b) La contribution de la municipalité à la Communauté métropolitaine de Montréal pour 2014 s'élève à 93 933\$.

c) La municipalité participe au financement de l'Agence métropolitaine de transport. Sa participation pour 2014 est de 65 000\$.

d) En vertu des divers contrats, la Régie de police s'est engagée pour les 5 prochains exercices pour une somme globale de 449 444\$.

La quote-part de la Municipalité de Verchères dans les engagements s'élève à 2,93%.

e) Le CIT s'est engagé, en vertu d'un contrat échéant en juin 2022, à verser une somme approximative de 97 620 000 \$

La quote-part de la Municipalité de Verchères dans les engagements s'élève à 8,31 %.

**19. Éventualités****a) Cautionnement et garantie**

N.A.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

---

**b) Auto-assurance**

La Régie intermunicipale de Police Richelieu Saint-Laurent assume l'auto-assurance de l'invalidité court terme conjointement avec un programme de supplément au chômage pour les employés cadres.

La quote-part de la Municipalité de Verchères s'élève à 2,96%.

**c) Poursuites**

Au cours de l'exercice, la Régie intermunicipale de Police Richelieu Saint-Laurent a fait l'objet de griefs de certains de ces employés, pour une somme indéterminée.

La Régie croit au bien-fondé de sa défense et continue à faire valoir ses droits devant les tribunaux. Les pertes qui, le cas échéant, résulteraient de ces poursuites, seraient comptabilisées aux résultats de l'exercice où elles seraient connues.

La quote-part de la Municipalité de Verchères s'élève à 2,953%.

Le CIT fait l'objet d'une mise en demeure instituée par l'ancien transporteur pour un montant de 4,500,000\$ pour des dommages-intérêts causés suite à la fin de son contrat de transport en commun de personnes le 31 décembre 2011. La direction est d'avis que cette réclamation est non fondée et par conséquent, aucune provision n'a été comptabilisée aux livres à cet égard.

La part de la municipalité dans le CIT étant de 8.31%

**d) Autres****ENVIRONNEMENT**

Compte tenu des lois sur l'environnement, il est possible que le niveau de contamination de certains terrains détenus par la municipalité excède les normes en vigueur. La municipalité n'est pas en mesure de prévoir l'importance des exigences futures dans le domaine et elle ne peut donc présentement établir le coût des mesures correctrices à apporter, ni leur mode de financement.

**Trésorerie et équivalents**

La trésorerie et les équivalents se composent des fonds en caisse, des soldes bancaires et des placements dans des instruments du marché monétaire.

**Juste valeur des instruments financiers**

Les justes valeurs de l'encaisse, des débiteurs, des emprunts temporaires, des créditeurs et frais courus et des revenus reportés correspondent approximativement à leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme.

Les justes valeurs des éléments de la dette à long terme sont déterminées au moyen de la valeur actualisée des flux monétaires futurs en vertu des accords de financement actuels, selon des taux d'intérêts offerts sur le marché à la société pour des emprunts comportant des conditions et des échéances semblables. Ces justes valeurs correspondent sensiblement à leurs valeurs comptables.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

**20. Redressement aux exercices antérieurs**

Des redressements ont été nécessaires pour refléter les variations dans les quotes-parts des régies intermunicipales faisant partie du périmètre

	2013	2012
- État consolidé des résultats	(119 659) \$	(549 746) \$
- État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)		
256 191 \$		13 392 \$

**21. Données budgétaires**

Le budget présenté à titre comparatif pour l'exercice 2013 est consolidé et correspond à l'addition, après élimination des transactions réciproques, du budget adopté par le conseil municipal pour l'exercice 2013 et les budgets des organismes contrôlés faisant partie du périmètre comptable de la Ville tels qu'adoptés par leurs conseils respectifs pour l'exercice 2013.

Ces données sont présentées pour fins d'information et le rapport de l'auditeur ne porte pas sur ces données.

**22. Instruments financiers**

S.O.

---

**23. Emprunts temporaires**

La Municipalité dispose de marges de crédits afin de pourvoir au financement temporaire des règlements suivants:

Règlement #457-2011 : Maximum 4 900 000\$ ; solde utilisé 4 094 043\$  
 Règlement #468-2012 : Maximum 4 002 851\$ ; solde utilisé 1 571 876\$

**Provenant de la consolidation de la Régie de police Richelieu-Saint-Laurent**

La régie de police Richelieu-Saint-Laurent dispose d'une marge de crédit autorisée de 3 000 000\$ aux taux préférentiel de la Caisse Centrale Desjardins en vigueur. Le solde disponible de cette marge de crédit au 31 décembre 2013 est de 3 000 000\$

---

**24. Données comparatives**

Certaines données correspondantes fournies pour l'exercice précédent ont été reclassées en fonction de la présentation adopté pour l'exercice courant.



**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS  
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ  
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	1 063 188	1 258 713
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2	1 585 849	1 243 900
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	3 (	20 203 ) (	21 439 )
Financement des investissements en cours	4	(5 188 462)	(4 465 190)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	5	22 275 600	21 722 676
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	6		
	7	19 715 972	19 738 660

**VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS**

**Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés**

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Surplus réservés au budget	8	503 000	150 000
-	9		
-	10		
-	11		
-	12		
-	13		
-	14		
-	15		
-	16		
	17	503 000	150 000
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés			
- Fonds de Roulement	18	19 450	2 796
- Solde disponible des règlements	19	8 304	42 112
- Surplus réservé au budget	20	129 230	
	21	156 984	44 908
Réserves financières			
-	22		
-	23		
-	24		
-	25		
-	26		
	27		
Fonds réservés			
Fonds de roulement	28	398 523	442 580
Fonds parcs et terrains de jeux	29	13 559	13 559
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	30		
Société québécoise d'assainissement des eaux	31		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	32	18 673	18 673
Financement des activités de fonctionnement	33		
Autres			
- Fonds de la SQAE	34	3 735	2 725
- Fonds des Boue d'épuration	35	264 799	234 879
- Fonds Pierre Boisseau	36	(424)	(424)
- Fonds réservés - divers	37	227 000	337 000
	38	925 865	1 048 992
	39	1 585 849	1 243 900

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2013**

	2013	2012
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>		
Modifications comptables du 1 <sup>er</sup> janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 ( ) ( )	( )
Intérêts sur la dette à long terme	41 ( ) ( )	( )
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 ( 27 506 ) ( )	( 29 323 )
Régimes non capitalisés	43 ( ) ( )	( )
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 ( ) ( )	( )
Autres	45 ( (7 303) ) ( )	( (7 884) )
Régimes non capitalisés	46 ( ) ( )	( )
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47 ( ) ( )	( )
Autres		
-	48 ( ) ( )	( )
-	49 ( ) ( )	( )
	50 ( 20 203 ) ( )	( 21 439 )
Financement à long terme des activités de fonctionnement	51 ( ) ( )	( )
	52 ( 20 203 ) ( )	( 21 439 )
<b>Financement des investissements en cours</b>		
Financement non utilisé		
	53	
Investissements à financer	54 ( 5 188 462 ) ( )	( 4 465 190 )
	55 ( (5 188 462) ) ( )	( (4 465 190) )
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>		
Éléments d'actif		
Immobilisations	56 26 847 549	26 514 018
Propriétés destinées à la revente	57	
Prêts	58	
Placements à titre d'investissement	59	
Participations dans des entreprises municipales	60	
	61 26 847 549	26 514 018
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	62 5 103 460	5 252 623
Frais reportés liés à la dette à long terme	63	
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	64 ( 531 511 ) ( )	( 461 281 )
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	65 ( ) ( )	( )
	66 4 571 949	4 791 342
Dette en cours de refinancement et autres éléments	67	
	68 4 571 949	4 791 342
	69 22 275 600	21 722 676

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

**A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>          3          </u>	2 <u>                          </u>	3 <u>                          </u>

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

i) Régimes complémentaires de retraite des policiers syndiqués, des cadres et des employés de bureau et des préposés aux communications de la Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent.

1. Date d'entrée en vigueur des régimes: Le 1er janvier 2008

2. Date de la retraite

a) Date de la retraite normale: À l'âge de 65 ans.

b) Date de la retraite facultative:

Relativement aux années de services reconnus antérieurement au 1er janvier 2008: En fonction des dispositions du régime antérieur applicable, tel que stipulé aux annexes A, B, et C du règlement du régime.

Relativement aux années de services reconnus à compter du 1er janvier 2008:

i) Policiers syndiqués: Tout participant peut prendre sa retraite le premier jour de tout mois coïncidant avec ou suivant immédiatement la date à laquelle il atteint l'âge de 55 ans. Nonobstant ce qui précède, tout participant actif anciennement du régime antérieur de retraite de la Ville de Sainte-Julie dont l'âge et les années de service totalisent 85 peut prendre sa retraite le premier jour de tout mois précédant la date normale de sa retraite.

ii) Cadres et employés de bureau et préposés aux communications: Tout participant actif âgé de 58 ans et plus dont l'âge et les années de service totalisent 80 peut prendre sa retraite le premier jour de tout mois précédent la date de retraite normale.

c) Date de retraite anticipé

Tout participant peut prendre sa retraite à compter de son 55e anniversaire de naissance (exception les policiers 50e anniversaire). Sa rente est alors réduite de 1/3% par mois (4% par année) pour chaque mois d'anticipation entre la date de la retraite anticipée et la date initiale de la retraite facultative.

3. Créances de rente

a) Rente de base

Pour les années de services reconnus antérieures au 1er janvier 2008: En fonction des dispositions du régime antérieur applicables, telles que stipulées aux annexes A, B et C de règlement du régime. Pour les années de services reconnus à compter du 1er janvier 2008: 2% de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite (exception 2% de la moyenne des cinq meilleurs salaires précédant la date de retraite pour les employés de bureau et les préposés aux communications).

b) Rente de raccordement

Pour les années de services reconnus antérieures au 1er janvier 2008: En fonction des dispositions du régime antérieur applicables, telles que stipulées aux annexes A, B et C du règlement du régime.

Pour les années de services reconnus à compter du 1er janvier 2008: 0,5% de la moyenne des

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite (exception: 0,35% de la moyenne des cinq meilleurs salaires précédant la date de la retraite pour les employés de bureau et les employés aux communications).

4. Prestation en cas de cessation de service

Outre ce qui est prévu par la Loi, lorsqu'un participant quitte le service pour toute raison autre que le décès ou la retraite, il a le choix entre l'une ou l'autre des options suivantes:

a) Une rente différée payable à la date normale de retraite, dont le montant est égal à la rente créditée à la date de cessation d'emploi.

b) Le transfert immobilisé de la valeur actuelle de la rente prévue en a). De plus, une prestation additionnelle provenant de l'indexation minimale de la Loi 102 est prévue.

5. Prestation de décès avant la retraite

Remboursement de la valeur actuelle de la rente accumulée par le participant avant son décès.

6. Prestation de décès après la retraite

a) Relativement aux années de services reconnus antérieures au 1er janvier 2008: En fonction des dispositions du régime antérieur applicables, telles que stipulées aux annexes A, B et C du règlement du régime.

b) Relativement aux années de services reconnus à compter du 1er janvier 2008: La rente continue, s'il y a lieu, à être versée au bénéficiaire désigné jusqu'à ce que les 120 versements mensuels aient été reçus par le participant et son bénéficiaire.

7. Invalidité

Il y a exonération des cotisations salariales durant toute la période d'invalidité au cours de laquelle l'employé reçoit des prestations en vertu du régime d'assurance invalidité longue durée. Les prestations au cours de cette période sont fondés sur le salaire que recevait le participant au début de l'invalidité.

8. Indexation après la retraite

a) Relativement aux années de services reconnus antérieurs au 1er janvier 2008: En fonction des dispositions du régime antérieur applicables, telle que stipulées aux annexes A, B et C du règlement du régime.

b) Relativement aux années de services reconnus à compter du 1er janvier 2008: Les créances de rente sont indexées après la retraite selon 50% de l'augmentation de l'indice des prix à la consommation, sujet à un maximum de 2%. (Exception pour les employés de bureau et les préposés aux communications pour qui les créances de rente sont indexées après la retraite selon la différence positive obtenue en soustrayant 6.5% au taux de rendement obtenu sur le placement de l'actif du régime, déduction faite de tous les frais de la caisse de retraite. Lorsque la différence est négative pour une année, l'écart est alors reporté aux années futures.)

9. Règle du 50% (cotisations excédentaires)

Lors de la cessation de service, du décès ou lors de la retraite, l'employeur doit financer au moins 50% de la valeur de toute prestation résultant des années de services reconnus à compter du 1er janvier 1990.

10. Cotisations

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

a) Cotisations salariales:

Pour les années de services reconnus antérieures au 1er janvier 2008: En fonction des dispositions du régime antérieur applicables, telles que stipulées aux annexes A, B et C du règlement du régime.

Pour les années de services reconnus à compter du 1er janvier 2008:

a) Policiers syndiqués: 9% du salaire. Nonobstant ce qui précède, la cotisation salariale ne peut être inférieure à 50% de la somme recommandée par l'actuaire, qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice. Dans l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2010, l'actuaire recommande une cotisation salariale de 9.5% à l'égard des services postérieurs à la date d'évaluation.

b) Cadres: 50% de la somme recommandée par l'actuaire qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice.

c) Employés de bureau et préposés aux communications: 8% du salaire. Nonobstant ce qui précède, la cotisation salariale ne peut être inférieure à 50% de la somme recommandée par l'actuaire, sujet à un maximum de 9% du salaire, qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice. Dans l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2010, l'actuaire recommande une cotisation salariale de 8.65% à l'égard des services postérieurs à la date d'évaluation.

11. Cotisation patronale

Sous réserve d'une utilisation de l'exécant d'actif et d'une cotisation minimale prévue au règlement, la cotisation patronale pour toute l'année est le montant qui, ajouté aux cotisations salariales, est suffisant pour assurer la capitalisation complète des créances de rente, des prestations et remboursements payables aux employés eu égard à leurs services durant cette année.

En plus de la cotisation prévue au paragraphe précédant, l'employeur doit verser à la caisse le montant nécessaire, selon les estimations de l'actuaire, pour amortir tout manque d'actif de la caisse, s'il en est, sur la période maximale prescrite en vertu de la loi. L'employeur s'engage toutefois à ce que les montants versés au régime représentent au moins un montant égal à 100% des cotisations salariales de tous les participants actifs.

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 (88 915)	(57 897)
Charge de l'exercice	5 ( 114 325 )	( 106 875 )
Cotisations versées par l'employeur	6 123 867	75 857
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>(79 373)</u>	<u>(88 915)</u>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 2 082 510	1 843 364
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 ( 2 427 564 )	( 2 187 369 )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 (345 054)	(344 005)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 265 681	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 (79 373)	(344 005)
Provision pour moins-value	13 ( )	(255 090)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>(79 373)</u>	<u>(88 915)</u>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes en cause	15 <u>3</u>	<u>3</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 2 082 510	1 843 364
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 ( 2 427 564 )	( 2 187 369 )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 <u>( 345 054 )</u>	<u>( 344 005 )</u>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 142 538	140 035
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20	
	21 142 538	140 035
Cotisations salariales des employés	22 ( 68 383 )	( 67 794 )
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ( )	( )
	24 74 155	72 241
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 17 582	14 431
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres		
-	30	
-	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>91 737</u>	<u>86 672</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 137 767	124 220
Rendement espéré des actifs	34 ( 115 179 )	( 104 017 )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 22 588	20 203
Charge de l'exercice	36 <u>114 325</u>	<u>106 875</u>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	2013	2012
<b>Informations complémentaires</b>		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 86 995	58 517
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 ( 115 179 )	( 104 017 )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 (28 184)	(45 500)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41 40 111	40 494
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 2 152 559	1 806 875
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44 16	16
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation</b>		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45 %	6,00 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46 %	6,00 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47 %	3,25 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48 %	2,50 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49 %	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50 %	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

**B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54	55	56

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

	2013	2012
<b>Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Passif au début de l'exercice	57 ( )	( )
Charge de l'exercice	58 ( )	( )
Prestations ou primes versées par l'employeur	59	
Passif à la fin de l'exercice	60 ( )	( )
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61 ( )	( )
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63 ( )	( )

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	<u>2013</u>	<u>2012</u>	
<b>Charge de l'exercice</b>			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65		
	66		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67	( ) ( )	
	68		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72		
Autres			
-	73		
-	74		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76		
Charge de l'exercice	77		
<b>Informations complémentaires</b>			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79		
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation</b> (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques			
-	86		
-	87		

**C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 1

**Description des régimes et autres renseignements**

Régime de la Municipalité de Verchères

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur	89	56 569



**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

**D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)**

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 2

**Description des régimes et autres renseignements**

Régime de la Régie de la Gare de Sorel

Le régime de retraite offert aux employés de la Régie est du type REER collectif.

L'employé participant et la Régie intermunicipale versent tous deux une contribution variant de 1% à de 5%. La Régie verse une part égale à celle de l'employé.

Régime du CIT Sorel Varennes

Le régime offert aux employés de l'organisme de transport est un REER collectif ou

l'employeur participant cotisent chacun jusqu'à concurrence de 5% du salaire de l'employé.

<b>Charge de l'exercice</b>	<b>2013</b>	<b>2012</b>
Cotisations de l'employeur 91	1 105	1 143

**E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX**

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)

92  Oui  
 93  Non

Nombre d'élus participants à la fin de l'exercice	<b>2013</b>	<b>2012</b>
94	1	1

**Description du régime**

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

<b>Cotisations des élus au RREM</b>	<b>2013</b>	<b>2012</b>
95	128	65
<b>Charge de l'exercice</b>		
Contributions de l'employeur au RREM 96	433	525
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97	433	525
98	433	525

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

---

---

**Note**

---

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2013**

<b>Administration municipale</b>		
Dettes à long terme	1	4 252 844
<b>Ajouter</b>		
Activités d'investissement à financer	2	5 188 462
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
<b>Déduire</b>		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	45 072
Débiteurs	8	
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	714 442
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
-	12	
-	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	8 681 792
<b>Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés</b>	15	850 616
Endettement net à long terme	16	9 532 408
<b>Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes</b>		
Municipalité régionale de comté	17	200 500
Communauté métropolitaine	18	48 700
Autres organismes	19	
Endettement total net à long terme	20	9 781 608
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	9 781 608
Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	

---

# RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>
<b>TAXES</b>	<b>2013</b>	<b>2013</b>	<b>2013</b>	<b>2012</b>
<b>SUR LA VALEUR FONCIÈRE</b>				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	4 513 535	4 513 743	4 439 915
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	76 235	76 842	82 267
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	4 589 770	4 590 585	4 522 182
<b>SUR UNE AUTRE BASE</b>				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	555 210	543 268	498 238
Égout	11	359 800	372 310	358 964
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	597 040	595 290	593 899
Autres				
-Cour d'eau	14	10 000	46 647	81 570
-Vidange fosses septiques	15	41 650	41 395	41 650
-	16			44 835
Centres d'urgence 9-1-1	17			
Service de la dette	18	85 620	85 914	90 661
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	1 649 320	1 684 824	1 709 817
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	1 649 320	1 684 824	1 709 817
	26	6 239 090	6 275 409	6 231 999

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
<b>COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES</b>				
<b>GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES</b>				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27		96	96
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28			
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31		96	96
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	10 000	9 390	9 390
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	30 000	30 904	30 653
	35	40 000	40 294	40 924
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	40 000	40 390	40 924
<b>GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES</b>				
Taxes sur la valeur foncière	41	4 500	4 875	4 498
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42			
Taxes d'affaires	43			
	44	4 500	4 875	4 498
<b>ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47			
<b>AUTRES</b>				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49	200		109
	50	200		109
	51	44 700	45 265	45 531

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
<b>TRANSFERTS</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT</b>				
<b>Administration générale</b>	52			
<b>Sécurité publique</b>				
Police	53			
Sécurité incendie	54			
Sécurité civile	55			
Autres	56			
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	20 102	20 102	20 500
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60		213 047	146 509
Transport adapté	61			
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67			
Réseau de distribution de l'eau potable	68	20 690		
Traitement des eaux usées	69			
Réseaux d'égout	70	12 710		
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72			
Tri et conditionnement	73	110 000		
Autres	74		135 637	139 588
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77		1 350	4 186
Autres	78			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81		3 680	3 680
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	82		1 000	1 000
Rénovation urbaine	83			
Promotion et développement économique	84			
Autres	85			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	86		10 026	4 529
Activités culturelles				
Bibliothèques	87	9 000	13 528	343
Autres	88		5 139	
<b>Réseau d'électricité</b>	89			
	90	152 400	190 462	315 655

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT</b>				
<b>Administration générale</b>	91			
<b>Sécurité publique</b>				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	96			
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99		(156 577)	31 886
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106			
Réseau de distribution de l'eau potable	107	110 500	110 500	1 370 791
Traitement des eaux usées	108			
Réseaux d'égout	109			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	125			
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
<b>Réseau d'électricité</b>	128			
	129	110 500	(46 077)	1 402 677



**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget 2013</b>	<b>Réalisations 2013</b>	<b>Réalisations 2013</b>	<b>Réalisations 2012</b>
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS DE DROIT</b>				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131			
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation provenant de la taxe de vente du Québec	135	318 000	332 700	332 700
Programme d'aide financière aux MRC	136			278 651
Autres	137			
	138	318 000	332 700	332 700
<b>TOTAL DES TRANSFERTS</b>	139	470 400	633 662	690 132
				1 996 983

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
<b>SERVICES RENDUS</b>				
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
Administration générale				
Application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142	16 015	48 153	52 337
	143	16 015	48 153	52 337
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145	98 000	99 630	105 493
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148	98 000	99 630	105 493
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150	5 000	9 592	13 267
Autres	151			
Transport collectif	152		42 728	41 453
Autres	153			
	154	5 000	9 592	54 720
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155	500	41	637
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167	500	41	637
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176			
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179			
Réseau d'électricité	180			
	181	103 500	125 278	213 187

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>
<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>	<b>2013</b>	<b>2013</b>	<b>2013</b>	<b>2012</b>
<b>AUTRES SERVICES RENDUS</b>				
Administration générale	182			
Sécurité publique	183	2 602	48 926	52 898
Transport				
Réseau routier	184			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185		394 370	339 258
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189			
Hygiène du milieu	190	3 000	3 000	460
Santé et bien-être	191	17 500	17 500	11 125
Aménagement, urbanisme et développement	192			
Loisirs et culture	193	152 050	182 775	176 639
Réseau d'électricité	194			
	195	152 050	205 877	580 380
<b>TOTAL DES SERVICES RENDUS</b>	196	255 550	331 155	793 567
<b>IMPOSITION DE DROITS</b>				
Licences et permis	197	21 000	27 615	26 600
Droits de mutation immobilière	198	270 000	300 247	329 074
Droits sur les carrières et sablières	199			
Autres	200			
	201	291 000	327 862	355 674
<b>AMENDES ET PÉNALITÉS</b>	202	6 000	15 804	162 027
<b>INTÉRÊTS</b>	203	55 000	57 518	57 221
<b>AUTRES REVENUS</b>				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204		(11 837)	13 973
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205			
Gain (perte) sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209			
Autres	210	45 000	137 684	153 638
	211	45 000	137 684	167 611

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2013		Réalizations 2013		Réalizations 2013	Réalizations 2012
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
<b>ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>							
Conseil	1	104 190	99 131		99 131	99 131	98 010
Application de la loi	2	56 500	24 566		24 566	24 566	38 225
Gestion financière et administrative	3	501 420	460 964		460 964	460 964	456 851
Greffe	4	89 950	49 412		49 412	49 412	37 870
Évaluation	5	80 800	75 678		75 678	75 678	63 699
Gestion du personnel	6	11 000	11 936		11 936	11 936	6 802
Autres	7	160 330	127 782	42 235	170 017	170 017	232 384
	8	1 004 190	849 469	42 235	891 704	891 704	933 841
<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>							
Police	9	883 930	879 657		879 657	1 088 332	1 035 984
Sécurité incendie	10	345 310	397 941	86 271	484 212	484 212	425 563
Sécurité civile	11	7 000	7 227		7 227	7 226	18 014
Autres	12						
	13	1 236 240	1 284 825	86 271	1 371 096	1 579 770	1 479 561
<b>TRANSPORT</b>							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	381 460	363 400	229 920	593 320	593 320	585 153
Enlèvement de la neige	15	229 080	218 087	14 640	232 727	232 727	238 359
Éclairage des rues	16	32 000	33 323	7 541	40 864	40 864	42 013
Circulation et stationnement	17	7 300	2 815		2 815	2 815	5 499
Transport collectif							
Transport en commun	18	314 550	309 172		309 172	1 055 968	998 377
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	964 390	926 797	252 101	1 178 898	1 925 694	1 869 401

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

**Non audité**

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2013	Réalizations 2013			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2013	2012
<b>HYGIÈNE DU MILIEU</b>						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	356 500	311 460	125 314	436 774	447 296
Réseau de distribution de l'eau potable	24	164 620	126 173	107 289	233 462	261 388
Traitement des eaux usées	25	156 600	140 293	143 820	284 113	248 137
Réseaux d'égout	26	183 630	188 451	204 231	392 682	385 377
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	225 320	221 128		221 128	230 019
Élimination	28	217 500	214 570		214 570	219 403
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	110 000	114 329		114 329	115 887
Tri et conditionnement	30	30 800	28 539		28 539	28 687
Matières organiques						
Collecte et transport	31	28 700	29 465		29 465	16 461
Traitement	32					
Matériaux secs	33	55 400	56 039		56 039	55 450
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37	53 260	146 140	11 964	158 104	126 446
Protection de l'environnement	38					
Autres	39	47 100	39 556		39 556	38 086
	40	1 629 430	1 616 143	592 618	2 208 761	2 172 637
<b>SANTÉ ET BIEN-ÊTRE</b>						
Logement social	41	57 000	48 142		48 142	252 145
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	44 950	44 987		44 987	42 602
	44	101 950	93 129		93 129	294 747
<b>AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT</b>						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	226 260	205 928	1 301	207 229	195 809
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47		9 882		9 882	2 871
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	70 000	67 329		67 329	46 944
Tourisme	49	30 300	33 946	620	34 566	29 845
Autres	50	14 200	3 054		3 054	8 325
Autres	51					
	52	340 760	320 139	1 921	322 060	283 794

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2013	Réalizations 2013			Réalizations 2013	Réalizations 2012
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
<b>Non audité</b>							
<b>LOISIRS ET CULTURE</b>							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	100 000	93 986		93 986	93 986	91 706
Patinoires intérieures et extérieures	54	61 800	64 808	2 368	67 176	67 176	54 450
Piscines, plages et ports de plaisance	55	98 470	73 850	20 907	94 757	94 757	101 643
Parcs et terrains de jeux	56	320 200	321 645	55 321	376 966	376 966	341 221
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58						
Autres	59	336 850	355 177	341	355 518	355 518	286 172
	60	917 320	909 466	78 937	988 403	988 403	875 192
Activités culturelles							
Centres communautaires	61						
Bibliothèques	62	198 500	195 568	32 905	228 473	228 473	251 873
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63	1 500	676	7 533	8 209	8 209	8 171
Autres ressources du patrimoine	64	8 000	10 175		10 175	10 175	3 047
Autres	65	96 050	95 433		95 433	95 433	89 831
	66	304 050	301 852	40 438	342 290	342 290	352 922
	67	1 221 370	1 211 318	119 375	1 330 693	1 330 693	1 228 114
<b>RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ</b>							
68							
<b>FRAIS DE FINANCEMENT</b>							
Dette à long terme							
Intérêts	69	156 500	130 216		130 216	155 664	163 582
Autres frais	70						8 848
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71					22 588	20 258
Autres	72	18 200	2 355		2 355	8 156	17 160
	73	174 700	132 571		132 571	186 408	209 848
<b>AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS</b>							
74	1 081 210	1 094 521	( 1 094 521 )				

## **Section II - Autres renseignements financiers**

## TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
<b>Section II - Autres renseignements financiers</b>	
<b>Taux global de taxation réel audité</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
<b>Autres renseignements non audités</b>	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'immobilisations consolidées en remplacement d'infrastructures existantes et pour nouveau développement	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	40
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	41
Taux des taxes	42
Questionnaire	44
Autres renseignements sur l'organisme municipal	45
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2015	46
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	47



**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

---

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2013 de la Ville de Carignan (ci-après «la ville»). Ce taux a été établi par la direction de la ville sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

**Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel**

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

**Responsabilité de l'auditeur**

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

**Opinion**

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2013 de la ville a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

**Observations**

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la ville de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

---

Par Robert Brunelle, CPA auditeur, CA

Montréal

DATE 2014-06-03

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

**CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS**

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	6 275 409
<b>Ajouter</b>		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	
<b>Déduire</b>		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	10
<b>Revenus de taxes</b>	11	6 275 409

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

**REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS**

Revenus de taxes		1	6 275 409
<b>Ajouter</b>			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière		2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		3	<u>                    </u>
<b>Total partiel</b>		4	<u>6 275 409</u>
<b>Déduire</b>			
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)			
Taxes d'affaires	5		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 <sup>er</sup> alinéa de l'article 208 LFM	6		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	265 657	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u>                    </u>	10 <u>265 657</u>
<b>Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel</b>		11	<u>6 009 752</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES**

---

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée <sup>1</sup> , au 1 <sup>er</sup> janvier 2013 <sup>2</sup>	1	<u>648 262 100</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée <sup>1</sup> , au 31 décembre 2013 <sup>2</sup>	2	<u>649 094 000</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>648 678 050</u>

**CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL<sup>3</sup>**

---

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>6 009 752</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>648 678 050</u>
<b>Taux global de taxation réel de 2013</b>	6	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> / 100 \$

---

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES<sup>1</sup>  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 <sup>er</sup> janvier 2013 <sup>2</sup>	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2013 <sup>2</sup>	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

---

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1<sup>er</sup> janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

---

## **AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS**

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
<b>IMMOBILISATIONS</b>				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	61 851	61 851	774 682
Usines de traitement de l'eau potable	2	810 905	810 905	2 617 129
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4	20 000	61 851	828 040
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	90 000	136 820	860 681
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8	5 000	10 025	
Aires de stationnement	9	220 000	186 652	
Parcs et terrains de jeux	10	36 500	353 866	159 137
Autres infrastructures	11	250 000	61 852	41 807
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	25 340	32 340	39 252
Édifices communautaires et récréatifs	14			
Améliorations locatives	15			419
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	30 000	21 504	26 239
Ameublement et équipement de bureau	18	5 000		22 246
Machinerie, outillage et équipement divers	19	38 160	14 186	26 255
Terrains	20			9 500
Autres	21		75 599	
	22	720 000	1 827 451	1 858 459
				5 405 387

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES EN REMPLACEMENT  
D'INFRASTRUCTURES EXISTANTES ET POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Remplacement d'infrastructures existantes					
Conduites d'eau potable	23		61 851	61 851	774 682
Usines de traitement de l'eau potable	24		810 905	810 905	2 617 129
Usines et bassins d'épuration	25				
Conduites d'égout	26		61 851	61 851	828 040
Autres infrastructures	27		749 215	749 215	1 061 625
Infrastructures pour nouveau développement					
Conduites d'eau potable	28				
Usines de traitement de l'eau potable	29				
Usines et bassins d'épuration	30				
Conduites d'égout	31				
Autres infrastructures	32				
Autres immobilisations	33		143 629	174 637	123 911
	34		1 827 451	1 858 459	5 405 387

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 <sup>er</sup> janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
<b>Dettes à long terme</b>					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	5 215 515	433 746	574 845	5 074 416
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	16 024		2 980	13 044
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5	21 084		5 084	16 000
Autres	6				
	7	5 252 623	433 746	582 909	5 103 460
<b>La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :</b>					
Par la municipalité					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9		14 361		14 361
Réserves financières et fonds réservés	10	21 398	9 313		30 711
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	753 462			753 462
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	4 016 482		243 067	3 773 415
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	4 791 342	23 674	243 067	4 571 949
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	461 281	70 230		531 511
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	461 281	70 230		531 511
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	20				
	21	461 281	70 230		531 511
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts	23				
Autres	24				
	25	461 281	70 230		531 511
	26	5 252 623	93 904	243 067	5 103 460
Dettes en cours de refinancement					
	27	( )		( )	
	28	5 252 623	93 904	243 067	5 103 460



**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget 2013</b>	<b>Réalisations 2013</b>	<b>Réalisations 2013</b>	<b>Réalisations 2012</b>
<b>Administration générale</b>				
Application de la loi	1	16 500	16 405	18 683
Évaluation	2	80 000	74 983	63 139
Autres	3	70 330	69 689	
<b>Sécurité publique</b>				
Police	4	863 500	863 448	827 785
Sécurité incendie	5	27 810	30 121	29 137
Sécurité civile	6			
Autres	7			
<b>Transport</b>				
Réseau routier	8	3 200	4 745	
Transport collectif	9	313 050	308 119	373 325
Autres	10			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout	11	6 400	6 645	
Matières résiduelles	12	667 720	664 070	665 907
Cours d'eau	13	7 260	129 290	108 236
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	16	47 000	48 142	44 940
Autres	17			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	17 180	16 754	15 484
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	23 000	21 738	20 953
Autres	21			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	22	22 000	22 474	20 597
Activités culturelles	23	2 500	1 639	2 000
<b>Réseau d'électricité</b>				
	24			
	25	2 167 450	2 278 262	2 190 186

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

**Non audité**

		Effectifs personnes/ année <sup>2</sup>	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total <sup>1</sup>
<b>Administration municipale</b>						
Cadres et contremaîtres	1	9,00	40,00	573 111	152 834	725 945
Professionnels	2					
Cols blancs	3	4,00	32,50	231 537	55 516	287 053
Cols bleus	4	6,00	40,00	429 942	101 098	531 040
Policiers	5					
Pompiers	6	3,00	40,00	123 409	11 119	134 528
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	22,00		1 357 999	320 567	1 678 566
Élus	9	7,00		75 777	4 150	79 927
	10	29,00		1 433 776	324 717	1 758 493

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	Total
		Fonctionnement	Investissement		
Transport en commun	11				
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12				
Réseau de distribution de l'eau potable	13		110 500		110 500
Traitement des eaux usées	14				
Réseaux d'égout	15				
Autres	16	523 162			523 162
	17	523 162	110 500		633 662

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
<b>Administration générale</b>											
Application de la loi	1	24 566	27		53	24 566	79		105	24 566	131
Évaluation	2	75 678	28		54	75 678	80		106	75 678	132
Autres	3	749 225	29	42 235	55	791 460	81	16 015	107	775 445	133
	4	849 469	30	42 235	56	891 704	82	16 015	108	875 689	134
<b>Sécurité publique</b>											
Police	5	879 657	31		57	879 657	83		109	879 657	135
Sécurité incendie	6	397 941	32	86 271	58	484 212	84	102 232	110	381 980	136
Sécurité civile	7	7 227	33		59	7 227	85		111	7 227	137
Autres	8		34		60		86		112		138
	9	1 284 825	35	86 271	61	1 371 096	87	102 232	113	1 268 864	139
<b>Transport</b>											
Réseau routier											
Voirie municipale	10	363 400	36	229 920	62	593 320	88		114	593 320	140
Enlèvement de la neige	11	218 087	37	14 640	63	232 727	89	9 593	115	223 134	141
Autres	12	36 138	38	7 541	64	43 679	90		116	43 679	142
Transport collectif	13	309 172	39		65	309 172	91		117	309 172	143
Autres	14		40		66		92		118		144
	15	926 797	41	252 101	67	1 178 898	93	9 593	119	1 169 305	145
<b>Hygiène du milieu</b>											
Eau et égout											
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	311 460	42	125 314	68	436 774	94	41	120	436 733	146
Réseau de distribution de l'eau potable	17	126 173	43	107 289	69	233 462	95	3 000	121	230 462	147
Traitement des eaux usées	18	140 293	44	143 820	70	284 113	96		122	284 113	148
Réseaux d'égout	19	188 451	45	204 231	71	392 682	97		123	392 682	149
Matières résiduelles											
Déchets domestiques et assimilés	20	435 698	46		72	435 698	98		124	435 698	150
Matières recyclables	21	228 372	47		73	228 372	99		125	228 372	151
Autres	22		48		74		100		126		152
Cours d'eau	23	146 140	49	11 964	75	158 104	101		127	158 104	153
Protection de l'environnement	24		50		76		102		128		154
Autres	25	39 556	51		77	39 556	103		129	39 556	155
	26	1 616 143	52	592 618	78	2 208 761	104	3 041	130	2 205 720	156

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement
<b>Santé et bien-être</b>											
Logement social	157	48 142	172		187	48 142	202		217	48 142	232
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218		233
Autres	159	44 987	174		189	44 987	204	17 500	219	27 487	234
	160	93 129	175		190	93 129	205	17 500	220	75 629	235
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>											
Aménagement, urbanisme et zonage	161	205 928	176	1 301	191	207 229	206		221	207 229	236
Rénovation urbaine	162	9 882	177		192	9 882	207		222	9 882	237
Promotion et développement économique	163	104 329	178	620	193	104 949	208		223	104 949	238
Autres	164		179		194		209		224		239
	165	320 139	180	1 921	195	322 060	210		225	322 060	240
<b>Loisirs et culture</b>											
Activités récréatives	166	909 466	181	78 937	196	988 403	211	108 040	226	880 363	241 1 505
Activités culturelles											
Bibliothèques	167	195 568	182	32 905	197	228 473	212	3 675	227	224 798	242
Autres	168	106 284	183	7 533	198	113 817	213	71 059	228	42 758	243
	169	1 211 318	184	119 375	199	1 330 693	214	182 774	229	1 147 919	244 1 505
<b>Réseau d'électricité</b>	170		185		200		215		230		245
	171	6 301 820	186	1 094 521	201	7 396 341	216	331 155	231	7 065 186	246 132 571

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013****Non audité**

		<b>2013</b>	<b>2012</b>
<b>Rémunération</b>	1		
<b>Charges sociales</b>	2		
<b>Biens et services</b>	3	1 827 451	5 301 296
<b>Frais de financement</b>	4		
<b>Autres</b>	5		
	6	1 827 451	5 301 296

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

**Non audité**

		2013	2012
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté</b>			
Solde au début de l'exercice	1	1 072 806	1 193 169
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2	(13 235)	
Solde redressé au début de l'exercice	3	1 059 571	1 193 169
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	501 404	566 998
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(73 700)	(200 000)
Activités d'investissement	6		
Excédent de fonctionnement affecté	7	(503 000)	(150 000)
Réserves financières et fonds réservés	8	(64 000)	(337 361)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	(139 296)	(120 363)
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	12	920 275	1 072 806
<b>Excédent de fonctionnement affecté</b>			
Solde au début de l'exercice	13	150 000	150 000
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	150 000	150 000
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(150 000)	(150 000)
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	503 000	150 000
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	353 000	
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	22	503 000	150 000
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>			
Solde au début de l'exercice	23	1 023 131	526 735
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	1 023 131	526 735
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	(161 265)	159 035
Activités d'investissement	27		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28	64 000	337 361
Financement des investissements en cours	29		
	30	(97 265)	496 396
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	31	925 866	1 023 131

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

**Non audité**

		2013	2012
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>			
Solde au début de l'exercice	32	( )	( )
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33		
Solde redressé au début de l'exercice	34	( )	( )
<b>Augmentation de l'exercice</b>			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007			
Régimes capitalisés	35	( )	( )
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007			
Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36	( )	( )
Autres	37	( )	( )
Régimes non capitalisés	38	( )	( )
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement			
Autres	39	( )	( )
	40	( )	( )
	41	( )	( )
Financement à long terme des activités de fonctionnement	42	( )	( )
	43	( )	( )
<b>Diminution de l'exercice</b>			
Affectations aux activités de fonctionnement			
	44		
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement			
	45		
	46		
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	47	( )	( )
<b>Financement des investissements en cours</b>			
Solde au début de l'exercice	48	(4 413 003)	(872 077)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	49		
Solde redressé au début de l'exercice	50	(4 413 003)	(872 077)
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales			
	51	(775 459)	(3 540 926)
Affectations et virements			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
	52		
Excédent de fonctionnement affecté			
	53		
Réserves financières et fonds réservés			
	54		
	55	(775 459)	(3 540 926)
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	56	(5 188 462)	(4 413 003)
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>			
Solde au début de l'exercice	57	21 265 563	17 370 568
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	58		
Solde redressé au début de l'exercice	59	21 265 563	17 370 568
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement			
	60		
Excédent de fonctionnement affecté			
	61		
Variation résiduelle de l'exercice	62	720 162	3 894 995
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	63	21 985 725	21 265 563

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ  
CAPITAL AUTORISÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

**Non audité**

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 <sup>ER</sup> JANVIER	1	<u>1 000 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>1 000 000</u>
Diminution		
	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>1 000 000</u>



**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

*Non audité*

	Solde au 1 <sup>er</sup> janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre	
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement				
Montant non réservé	1	2	3	4	5	6	7	
Montant réservé pour le service de la dette	8	11 935 9	10	11	12	(6 738) 13	14	18 673
	15	11 935 16	17	18	19	(6 738) 20	21	18 673

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ  
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	2013		2012
	Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Revenus</b>			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
<b>Charges</b>			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	(                    ) (                    ) (                    )	
	15		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales</b>	16		
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
<b>Immobilisations</b>			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
<b>Financement</b>			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	(                    ) (                    ) (                    )	
	24		
<b>Affectations</b>			
Activités d'investissement	25	(                    ) (                    ) (                    )	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	33		

**TAUX DES TAXES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

**Non audité****Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 0 , □ 6 □ 6 □ 5 □ 0 \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ 1 , □ 3 □ 5 □ 0 □ 0 \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ 0 , □ 6 □ 5 □ 5 □ 0 \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

**TAUX DES TAXES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

**Non audité****Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

		<b>Par unité de logement</b>	
Eau	1	1 7 5  ,  0 0	\$
Égout	2	1 5 0  ,  0 0	\$
Eau et égout	3	,	\$
Traitement des eaux usées	4	,	\$
Matières résiduelles	5	2 3 0  ,  0 0	\$

**% de la valeur locative****Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 | | | , | | | | %

**Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification**

Description	Taux	Code <sup>1</sup>	Préciser
Usine de Filtration et Aqueduc	,0098	1	
Usine d'épuration et égout	,0034	1	
Règl. 179-92 - 1- Égout Calixa-Lavallée	,0680	2	
Règl. 179-92 - 2 - Égout général bassin	,0485	2	
Règl. 217-95 Duvernay secteur du pont	,3718	2	
Règl. 255-98 J.B et St-Antoine	,4268	2	
Règl. 256-98 Marie-Victorin (101-335)	156,4100	7	par entrée d'eau
Règl. 305-2000 Bassin Dansereau	,0564	2	
Règl. 310-2000 Rue de l'industrie	,1187	2	
Règl. 371-2004 Rue Hébert	594,6800	7	par entrée d'eau
Règl. 401-2006 Rue Dulude	,0206	2	
Règl. 399 et 405-2007 Marie-Victorin	193,2500	7	par logement
Règl. 399 et 405-2007 Cusson	890,2600	7	par logement
Règl. 414-2008 Aqueduc A-30	,0004	1	
Règl. 417-2008 Rg. St-Joseph (109-111)	1 167,9100	7	par entrée d'eau
Règl. 417-2008 Rg St-Joseph (159-171)	997,7900	7	par entrée d'eau
Règl. 426-2008 Marie-Victorin (306-438)	159,0800	7	par logement
Règl. 429-2010 Égout (599-621) Marie-Vic	88,1600	7	par unité
Règl. 429-2010 égout (613-621) Marie-Vic	823,4200	7	par unité
Règl. 450-451-2010 rue Aqueduc	1 166,1500	7	par unité
Vidange des fosses septiques	85,0000	4	unité

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation

2 - du mètre carré

3 - du mètre linéaire

4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres

6 - % de la valeur locative

7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Est-ce que la municipalité applique les normes sur les instruments financiers applicables au secteur public?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2013	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2013 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13		\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2013 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	319 844	\$
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	30	22 <input type="checkbox"/>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

**ORGANISME MUNICIPAL**

Adresse Municipalité de Verchères  
(no) (rue)  
581 Marie-Victorin J0L 2R0  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 583-3307  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 583-3637  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel mairie@ville.vercheres.qc.ca

**TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER**

Nom Luc Forcier

Téléphone (450) 583-3307  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 583-3637  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel lforcier@ville.vercheres.qc.ca

**AUDITEUR INDÉPENDANT**

Nom Moreau Boisselle Brunelle et ass.

Titre Comptables professionnels agréées

Adresse 4510 Papineau  
(no) (rue)  
Montréal H2H 1V1  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (514) 521-4077  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 521-4986  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel rarbour@mbba.ca

Responsable du dossier Robert Brunelle

**VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)**

Nom \_\_\_\_\_

Titre \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_  
(no) (rue)  
 \_\_\_\_\_  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone \_\_\_\_\_  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur \_\_\_\_\_  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel \_\_\_\_\_

**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2015**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM  
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2013

1 .....

Facteur comparatif

2 .....

Valeur uniformisée

3 \_\_\_\_\_

**ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION**

Je , Luc Forcier , atteste que le rapport financier consolidé de Verchères pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2014-06-03 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Verchères consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Verchères détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton "Attester", je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 96 971 \$

Le taux global de taxation réel de 2013 à la page S34 ligne 6 est de ,9265 \$

Date et heure de la dernière modification : 2014-05-26 13:59:23

Date de transmission au Ministère :



# Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2013

*Ce sommaire de l'information financière est extrait du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier. Pour plus de détails, se référer à ce rapport financier consolidé.*

Nom : Verchères

---

**Affaires municipales,  
Régions et Occupation  
du territoire**

**Québec** 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	Réalizations 2012		Budget 2013	Réalizations 2013		
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé <sup>1</sup>	
<b>Revenus</b>						
Fonctionnement	1	7 543 550	7 406 740	7 713 859	2 088 827	8 681 267
Investissement	2	1 370 791		110 500	(156 577)	(46 077)
	3	8 914 341	7 406 740	7 824 359	1 932 250	8 635 190
<b>Charges</b>	4	7 606 243	7 754 240	7 528 912	2 130 726	8 538 219
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	5	1 308 098	(347 500)	295 447	(198 476)	96 971
Moins : revenus d'investissement	6 (	1 370 791 ) (	) (	110 500 ) (	(156 577)) (	(46 077) )
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	7	(62 693)	(347 500)	184 947	(41 899)	143 048
<b>Éléments de conciliation à des fins fiscales</b>						
Amortissement des immobilisations	8	1 082 790	1 081 210	1 094 521	102 634	1 197 155
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9					
Remboursement de la dette à long terme	10 (	254 485 ) (	322 000 ) (	334 380 ) (	22 447 ) (	356 827 )
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	389 579 ) (	720 000 ) (	830 992 ) (	5 743 ) (	836 735 )
Excédent (déficit) accumulé	12	190 965	308 290	384 965	2 948	387 913
Autres éléments de conciliation	13			2 343	14 095	16 438
	14	629 691	347 500	316 457	91 487	407 944
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	15	566 998		501 404	49 588	550 992

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

Extrait du rapport financier, pages S7 et S8

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE  
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

		2012	2013	2012
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
<b>Actifs financiers</b>				<b>Total consolidé</b>
Débiteurs	1	2 164 168	2 205 444	2 546 704
Autres	2	1 370 607	1 365 488	1 672 895
	3	3 534 775	3 570 932	4 219 599
<b>Passifs</b>				
Dette à long terme	4	4 423 724	4 252 844	5 103 460
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5			79 373
Autres	6	5 411 741	6 127 538	6 442 609
	7	9 835 465	10 380 382	11 625 442
<b>Actifs financiers nets (dette nette)</b>	8	(6 300 690)	(6 809 450)	(7 405 843)
<b>Actifs non financiers</b>				
Immobilisations	9	25 228 006	25 707 058	26 847 549
Autres	10	171 181	248 796	274 266
	11	25 399 187	25 955 854	27 121 815
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	12	1 072 806	920 275	1 063 188
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	13	1 173 131	1 428 866	1 585 849
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	14 (	) (	) (	20 203 ) (
Financement des investissements en cours	15	(4 413 003)	(5 188 462)	(5 188 462)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	16	21 265 563	21 985 725	22 275 600
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	17			
	18	19 098 497	19 146 404	19 715 972
				19 738 660

Extrait du rapport financier, page S11 et S23-1

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES  
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS  
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Surplus réservés au budget	19	503 000	150 000
-	20		
-	21		
-	22		
-	23		
-	24		
-	25		
-	26		
-	27		
	28	503 000	150 000
Excédent de fonctionnement affecté- Organismes contrôlés	29	156 984	44 908
	30	659 984	194 908
Réserves financières	31		
Fonds réservés	32	925 865	1 048 992
	33	1 585 849	1 243 900

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Réalisations 2012	Budget 2013	Réalisations 2013	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
<b>Fonctionnement</b>					
Taxes	1	6 231 999	6 239 090	6 275 409	6 275 409
Compensations tenant lieu de taxes	2	45 531	44 700	45 265	45 265
Quotes-parts	3				
Transferts	4	447 797	470 400	523 162	736 209
Services rendus	5	328 284	255 550	331 155	846 715
Autres	6	489 939	397 000	538 868	777 669
	7	7 543 550	7 406 740	7 713 859	8 681 267
<b>Investissement</b>					
Taxes	8				
Quotes-parts	9				
Transferts	10	1 370 791		110 500	(46 077)
Autres	11				
	12	1 370 791		110 500	(46 077)
	13	8 914 341	7 406 740	7 824 359	8 635 190

Extrait du rapport financier, page S7

**SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Administration municipale			Données consolidées		
		Budget 2013	Réalizations 2013		Réalizations 2013	Réalizations 2012	
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Administration générale							
Évaluation	1	80 800	75 678		75 678	75 678	63 699
Autres	2	923 390	773 791	42 235	816 026	816 026	870 142
Sécurité publique							
Police	3	883 930	879 657		879 657	1 088 332	1 035 984
Sécurité incendie	4	345 310	397 941	86 271	484 212	484 212	425 563
Autres	5	7 000	7 227		7 227	7 226	18 014
Transport							
Réseau routier	6	649 840	617 625	252 101	869 726	869 726	871 024
Transport collectif	7	314 550	309 172		309 172	1 055 968	998 377
Autres	8						
Hygiène du milieu							
Eau et égout	9	861 350	766 377	580 654	1 347 031	1 347 031	1 342 198
Matières résiduelles	10	667 720	664 070		664 070	664 070	665 907
Autres	11	100 360	185 696	11 964	197 660	197 660	164 532
Santé et bien-être	12	101 950	93 129		93 129	93 129	294 747
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	13	226 260	205 928	1 301	207 229	207 229	195 809
Promotion et développement économique	14	114 500	104 329	620	104 949	104 949	85 114
Autres	15		9 882		9 882	9 882	2 871
Loisirs et culture	16	1 221 370	1 211 318	119 375	1 330 693	1 330 693	1 228 114
Réseau d'électricité	17						
Frais de financement	18	174 700	132 571		132 571	186 408	209 848
Amortissement des immobilisations	19	1 081 210	1 094 521	( 1 094 521 )			
	20	7 754 240	7 528 912		7 528 912	8 538 219	8 471 943

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3